Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
- VI-1957 -
Transmis à M. overzonding (1)
Overgemaakt aan de H.

ML. L. 5560/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 27 décembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "concernant les demandes en revision des condamnations prononcées au Congo belge et au Ruanda-Urundi et complétant le Code d'instruction criminelle belge d'Europe", a donné le 20 mai 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e december 1956 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende aanvragen tot herziening van veroordelingen uitgesproken in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi en strekkende tot aanvulling van het Europees-Belgisch Wetboek van strafvordering", heeft de 20e mei 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi tend à instaurer une procédure en revision des condamnations pénales prononcées par les juridictions non indigènes du Congo belge ou du Ruanda-Urundi. Il s'inspire de la loi du 18 juin 1894 contenant le titre IX du livre III du Code de procédure pénale dont il reprend, en les adaptant, presque toutes les dispositions.

La principale particularité de l'avant-projet est de prévoir une nouvelle cause de revision : l'inconciliabilité d'une condamnation prononcée par une juridiction non indigène du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, avec une condamnation prononcée en Belgique (article 1er, 2°). Mais l'hypothèse inverse peut se présenter: aussi ; la revision d'une condamnation prononcée en Belgique doit-elle pouvoir être demandée pour inconciliabilité avec une condamnation prononcée au Congo. C'est la raison pour laquelle l'article 11 de l'avant-projet apporte une modification au Code d'instruction criminelle métropolitaine, auquel il ajoute un article 447 ter, qui prévoit le cas.

\+

\+ \+

Le projet s'inspirant des dispositions de la loi du 18 juin 1894, dont l'interprétation est actuellement fixée par la jurisprudence de la Cour de cassation, les observations qu'il soulève peuvent se limiter à quelques points particuliers.

\+

\+ \+

.../...

I.

Il résulte de l'article 2 du projet que la demande de revision qui serait introduite par les procureurs généraux près les cours d'appel ou par le procureur du Roi près le tribunal d'appel du Ruanda-Urundi ne doit pas être appuyée de l'avis motivé de trois avocats.

Le texte consacre ainsi expressément une interprétation donnée par la Cour de cassation en ce qui concerne les demandes de revision émanant du Ministre de la Justice (Cass. 21 décembre 1896, Pas.1897, I,47; Beltjens , Encyclopédie du droit criminel belge, I, Le Code d'instruction criminelle, t. II, p. 299, n° 62).

II.

L'article 1er, 2°, du projet prescrit que l'innocence de la personne condamnée par la juridiction du Congo belge ou du Ruanda-Urundi doit résulter de la contrariété des décisions pour qu'il y ait ouverture à revision de ce chef.

Il s'ensuivrait, s'il fallait s'en tenir à la lettre de cette disposition, que la Cour de cassation serait obligée , pour accueillir la demande en

.../...

revision dans ce cas, non seulement de constater que les condamnations prononcées ne peuvent se concilier et que l'innocence de certaines des personnes condamnées résulte de la contrariété des décisions rendues, mais, de plus, de s'assurer que c'est l'innocence des personnes condamnées par les juridictions du Congo belge ou du Ruanda-Urundi qui découle de cette contrariété.

Pour parvenir à cette dernière conclusion, la Cour de cassation serait nécessairement amenée à s'immiscer dans l'examen du fond des affaires avant de procéder à l'annulation des décisions inconciliables. La conséquence en serait de limiter à un objet purement formel, sauf réduction éventuelle de la peine, l'intervention ultérieure de la juridiction de renvoi que prévoient les articles 7 et 10 du projet.

La disposition consacrerait d'ailleurs du même coup une discordance injustifiée suivant que la revision serait demandée en vertu de la loi métropolitaine du 18 juin 1894, telle que le projet la complète par son article final, ou en vertu des autres dispositions de la loi qui sortira du projet.

Comme telle n'est assurément pas, dans l'intention du Gouvernement, la portée de l'article 1er, 2°, il importerait de revoir cet article.

.../...

III.

Le projet ne reprend pas le texte du dernier alinéa de l'article 443 du Code d'instruction criminelle, qui est ainsi conçu :

"Lorsque la seconde condamnation, dans le cas prévu au 1°, ou la condamnation encourue par le témoin, dans le cas du 2°, aura été prononcée par contumace, la revision pourra être demandée avant comme après la prescription de la peine".

Cette omission serait due à ce qu'il n'existe pas de cour d'assises au Congo belge et à ce que la disposition omise ne pourrait y trouver d'application. C'est perdre de vue qu'en vertu de l'article 1er, 2°, du projet, la revision d'une condamnation prononcée par une juridiction non indigène du Congo belge ou du Ruanda-Urundi pourrait être demandée pour inconciliabilité avec un arrêt de cour d'assises.

Dès lors une disposition inspirée de l'article 443, dernier alinéa, du Code d'instruction criminelle devrait être insérée dans le projet. Elle pourrait être ainsi conçue :

"Lorsque la seconde condamnation dans le cas prévu à l'article 1er, 2°, aura été prononcée par contumace, la revision pourra être demandée avant comme après la prescription de la peine".

.../...

Le Conseil d'Etat fait encore observer que c'est notamment en tirant argument de l'article 443, dernier alinéa, du Code d'instruction criminelle, que la Cour de cassation a admis la recevabilité d'une demande de revision fondée sur l'article 443, 1°, bien que la seconde condamnation correctionnelle fût encore susceptible d'opposition en vertu de l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 9 mars 1908 (deux arrêts du 20 juillet 1908, Pas. 1908, I, 304 à 307). Si la même interprétation doit prévaloir au Congo belge, où l'opposition aux jugements par défaut est réglée comme dans la loi du 1er mars 1908, ce serait une raison de plus pour inscrire dans le projet la disposition proposée ci-dessus.

IV.

Aux termes de l'article 3, 2°, du projet, les conjoints, descendants et ascendants, frères et soeurs du condamné doivent, pour introduire une demande en revision, établir leur qualité par un acte d'état civil ou un jugement en tenant lieu.

Au Congo belge, à la différence de ce qui se passe en Belgique, la rectification ou la reconstitution des actes de l'état civil n'a pas lieu à l'intervention du pouvoir judiciaire - bien que la question soit discutée en ce qui concerne la reconstitution des actes de l'état civil - mais est l'oeuvre du pouvoir exécutif (voir Gilot : Manuel de l'officier de l'état civil au Congo belge, 1957, n°s 124, 125 et 136 à 138). En outre, depuis le décret du 5 juillet 1948, la qualité d'époux peut être prouvée par des copies ou extraits d'actes d'inscription des mariages monogamiques coutumiers.

.../...

C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose de remplacer les termes "jugement en tenant lieu" par "acte en tenant lieu".

V.

L'article 5 du projet impose au requérant, à peine d'irrecevabilité de la demande en revision, de sommer les parties civiles d'intervenir. La sommation doit également être adressée aux indigènes au profit desquels des restitutions et des dommages-intérêts auraient été prononcés d'office (article 5, alinéa 2). Ce faisant, le projet consacre expressément la jurisprudence de la Cour de cassation (Cass. 29 septembre 1948, Pas. 1948, I, 517), qui a fait justice de l'enseignement de la doctrine selon lequel la sommation à la partie civile doit émaner du procureur général à la Cour de cassation (Novelles, Procédure pénale, Revision des condamnations pénales, T. II, 1, n° 217; R.P.D.B., T.XI, Revision, n° 114).

L'article 5 prévoit également in fine, que la requête de la partie qui aura été sommée d'intervenir pourra -lorsque cette partie sera un indigène au profit duquel des restitutions ou des dommages-intérêts auront été prononcés d'office - être introduite, au nom de l'indigène, par le ministère public. Le rôle du ministère public n'apparaît pas clairement de ce texte. Le ministère public peut-il agir d'office, ou uniquement à la demande de l'indigène ?

S'il est saisi d'une pareille demande, doit-il y accéder, ou jouit-il d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire ?

.../...

Ces questions, qui sont de nature à soulever des contestations, devraient être élucidées.

VI.

Le projet n'a pas repris la disposition de l'article 446 du Code d'instruction criminelle, qui est ainsi conçu :

"Le renvoi à une Cour d'assises n'a lieu, en vertu de l'article précédent, que si la condamnation à reviser ou l'une des condamnations reconnues inconciliables a été prononcée par une Cour d'assises. En cas de renvoi à une Cour d'assises,un nouvel acte d'accusation sera dressé.

La Cour d'assises statuera avec l'assistance du jury, nonobstant contumace".

S'il n'existe pas de cour d'assises au Congo belge, le renvoi à une cour d'assises de Belgique peut être ordonné en vertu de l'article 7 du projet en cas de condamnations inconciliables prononcées, l'une par une juridiction non indigène du Congo belge ou du Ruanda-Urundi, l'autre par une juridiction belge d'Europe.
Il ne serait, dès lors, pas inutile de prévoir une disposition inspirée de l'article 446 du Code d'instruction criminelle, qui serait ainsi conçue :

"Le renvoi à une cour d'assises n'a lieu, en vertu de l'article 7, que si l'une des condamnations reconnues inconciliables a été prononcée par une cour d'assises. En cas de renvoi à une cour d'assises, un nouvel acte d'accusation sera dressé.

La Cour d'assises statuera avec l'assistance du jury, nonobstant contumace".

VII.

Le Conseil d'Etat signale enfin quelques erreurs matérielles. A l'article 3, 3°, il s'agit des "procureurs généraux près les cours d'appel du Congo belge" et à l'article 10, alinéa 3, l'expression "à des ayants droit" est manifestement à remplacer par celle de "à ses ayants droit".

Enfin à l'article 9, dernier alinéa, la conjonction "et" a été omise avant les mots "si les constatations ...".

Het wetsontwerp strekt tot invoering van een procedure tot herziening van de strafveroordelingen uitgesproken door niet inlandse gerechten van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi. Het sluit aan op de wet van 18 juni 1894 houdende titel IX van boek III van het Wetboek van strafvordering, waarvan het vrijwel alle artikelen met de nodige aanpassingen overneemt.

De voornaamste eigenaardigheid van het voorontwerp is deze, dat een nieuwe oorzaak van herziening wordt ingevoerd, namelijk de onbestaanbaarheid van een veroordeling van een niet inlands gerecht in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi met een in België uitgesproken veroordeling (artikel 1, 2°). Maar ook het omgekeerde kan zich voordoen : de herziening van een in België uitgesproken veroordeling moet dan ook kunnen worden gevraagd wegens onbestaanbaarheid met een in Congo uitgesproken veroordeling. Daarom brengt artikel 11 van het voorontwerp een wijziging in het moederlandse Wetboek van strafvordering aan, dat ter regeling van dit geval met een artikel 447ter wordt aangevuld.

\+

\+ \+

Daar het ontwerp aansluit bij het bepaalde in de wet van 18 juni 1894, waarvan de interpretatie thans door de rechtspraak van het Hof van cassatie is vastgelegd, kunnen de te maken opmerkingen tot enkele bijzondere punten worden beperkt.

\+

\+ \+

.../...

I.

Uit artikel 2 van het ontwerp blijkt, dat de aanvraag om herziening, die door de procureurs-generaal bij de hoven van beroep of door de procureur des Konings bij de rechtbank van beroep voor Ruanda-Urundi mocht worden ingediend, niet door een gemotiveerd advies van drie advocaten moet worden gesteund.

Zodoende bevestigt de tekst uitdrukkelijk een interpretatie van het Hof van Cassatie ten aanzien van aanvragen om herziening die van de Minister van Justitie uitgaan (Cass. 21 december 1896, Pas. 1897, I, 47; Beltjens : Encyclopédie du droit criminel belge, I, Le Code d'instruction criminelle, t. II, p. 299, nr 62).

II.

Volgens artikel 1, 2°, van het ontwerp moet de onschuld van de persoon die door het gerecht van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi is veroordeeld, uit de tegenstrijdigheid van de uitspraken blijken om tot een mogelijke herziening uit dien hoofde te kunnen leiden.

Naar de letter uitgelegd, zou dit betekenen, dat het Hof van Cassatie, ten einde de aanvraag om herziening in dit geval te kunnen inwilligen, genoodzaakt is niet alleen vast te stellen dat de uitgesproken veroordelingen niet overeen te brengen zijn en dat de

.../...

onschuld van sommige der veroordeelde personen uit de tegenstrijdigheid van de uitspraken blijkt, maar ook er zich van te vergewissen dat juist de onschuld van de door de rechtsprekende instanties van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi veroordeelde personen uit deze tegenstrijdigheid blijkt.

Om tot zodanige conclusie te komen zou het Hof van Cassatie noodzakelijk in het onderzoek van de zaken zelf moeten treden alvorens de niet overeen te brengen uitspraken te vernietigen, met het gevolg dat, afgezien van een eventuele vermindering van de straf, het latere optreden van het gerecht waarmaar de zaak overeenkomstig de artikelen 7 en 10 van het ontwerp wordt verwezen, ten aanzien van de betrokken personen zuiver formeel wordt.

Meteen zou deze bepaling een niet te verantwoorden ongelijke behandeling in het leven roepen, naargelang de herziening wordt aangevraagd op grond van de door het slotartikel van het ontwerp aangevulde moederlandse wet van 18 juni 1894 dan wel op grond van de wet die uit het ontwerp zal ontstaan.

Daar de Regering dit stellig niet zo bedoelt, dient artikel 1 van het ontwerp te worden herzien.

.../...

III.

Het ontwerp herhaalt niet de tekst van het laatste lid van artikel 443 van het Wetboek van strafvordering, dat zegt :

"Wordt de tweede veroordeling, in het geval voorzien onder 1°, of de veroordeling van de getuige, in het geval voorzien onder 2°, uitgesproken bij weerspannigheid aan de wet, dan kan de herziening aangevraagd worden zowel vóór als na de verjaring van de straf".

Dit verzuim zou te verklaren zijn doordat in Belgisch-Congo geen Hof van assisen bestaat zodat de weggelaten bepaling daar geen toepassing zou kunnen vinden. Hierbij wordt echter uit het oog verloren, dat de herziening van een veroordeling, uitgaande van een niet-inlands gerecht van Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, krachtens artikel 1, 2°, van het ontwerp wegens onverenigbaarheid met een arrest van een Hof van assisen kan worden aangevraagd.

Bijgevolg moet een bepaling in het ontwerp worden ingevoegd, die aansluit bij artikel 443, laatste lid, van het Wetboek van strafvordering. Zij kan als volgt worden geredigeerd :

"Wordt de tweede veroordeling in het onder artikel 1, 2°, bepaalde geval bij weerspannigheid aan de wet uitgesproken, dan kan de herziening zowel vóór als na de verjaring van de straf worden aangevraagd".

.../...

Hierbij moge nog worden opgemerkt, dat het Hof van cassatie juist onder inroeping van artikel 443, laatste lid, van het Wetboek van strafvordering de ontvankelijkheid heeft aanvaard van een op artikel 443, 1°, steunende aanvraag om herziening, ook al kon tegen de tweede correctionele veroordeling krachtens artikel 1, tweede lid, van de wet van 9 maart 1908 nog verzet worden gedaan (twee arresten van 20 juli 1908, Pas. 1908, I, 304 tot 307). Moet dezelfde interpretatie voor Belgisch-Congo gelden, waar het verzet tegen vonnissen bij verstek is geregeld zoals in de wet van 1 maart 1908, dan is dit een reden te meer om het ontwerp met de zo juist voorgestelde bepaling aan te vullen.

IV.

Luidens artikel 3, 2°, van het ontwerp moeten de echtgenoten, de afstammelingen en ouders, broeders en zusters van de veroordeelde bij de indiening van een aanvraag om herziening hun hoedanigheid door een akte van de burgerlijke stand of door een als zodanig geldend vonnis bewijzen.

Anders dan in België heeft het verbeteren of het heropmaken van de akten van de burgerlijke stand in Belgisch-Congo buiten de rechterlijke macht plaats - al is de vraag betwist ten aanzien van het heropmaken van akten van de burgerlijke stand - en is zij het werk van de uitvoerende macht (zie Gilot : Manuel de l'officier de l'état civil au Congo belge, 1957, nrs 124, 125 en 136 tot 138). Voorts kan sedert het decreet van 5 juli 1948 de hoedanigheid van echtgenoot bewezen worden door afschriften of uittreksels van akten tot inschrijving van gewoonterechtelijke monogame huwelijken.

.../...

Daarom stelt de Raad van State voor, de woorden "een vonnis dat als zodanig geldt" te vervangen door "als zodanig geldende akte".

V.

Artikel 5 van het ontwerp eist, dat de verzoeker op straffe van niet-ontvankelijkheid van de herzieningsaanvraag de burgerlijke partijen aanmaant om tussen te komen. Een aanmaning moet ook gericht worden tot de inlanders te wier voordele een teruggave of een schadeloosstelling ambtshalve is uitgesproken (artikel 5, tweede lid). Zodoende bevestigt het ontwerp uitdrukkelijk de rechtspraak van het Hof van cassatie (Cass. 29 september 1948, Pas. 1948, I, 517), die breekt met de opvatting van de rechtsleer, volgens welke de aanmaning aan de burgerlijke partij moet uitgaan van de procureur-generaal bij het Hof van cassatie (Novelles, Procédure pénale, Revision des condamnations pénales, T. II, 1, n° 217; R.P.D.B., T. XI, Révision, n° 114).

Volgens artikel 5, in fine, kan het verzoekschrift van de partij die tot tussenkomst is aangemaand - wanneer deze een inlander is te wiens voordele een teruggave of een schadeloosstelling ambtshalve is uitgesproken -, namens de inlander door het openbaar ministerie worden ingediend. De rol van het openbaar ministerie komt in deze tekst niet duidelijk tot uiting. Kan het ambtshalve dan wel alleen op verzoek vanwege de inlander optreden ?

.../....

Indien een dergelijk verzoek bij hem wordt ingediend, moet dan het openbaar ministerie hieraan gevolg geven of wordt dit aan diens goedvinden overgelaten ?

Deze vragen, die uiteraard tot betwistingen kunnen leiden, moeten worden opgehelderd.

VI.

Het ontwerp herhaalt artikel 446 van het Wetboek van strafvordering niet,dat zegt :

"De verwijzing naar een hof van assisen heeft, krachtens het vorig artikel, slechts plaats indien de te herziene veroordeling of een van de met elkaar onverenigbaar erkende veroordelingen uitgesproken werd door een hof van assisen. In geval van verwijzing naar een hof van assisen, wordt een nieuwe akte van beschuldiging opgemaakt.

Het hof van assisen doet uitspraak met bijstand van de jury, niettegenstaande weerspannigheid aan de wet".

Al bestaat er in Belgisch-Congo geen hof van assisen, toch kan de verwijzing naar een Belgisch hof van assisen krachtens artikel 7 van het ontwerp uitgesproken worden in geval van niet overeen te brengen veroordelingen, waarvan de ene door een niet inlands gerecht in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, de tweede door een Belgisch gerecht in Europa is uitgesproken. Het ware dus niet overbodig een bepaling naar het voorbeeld van artikel 446 van het Wetboek van strafvordering in het ontwerp op te nemen, als volgt :

.../...

"Verwijzing naar een hof van assisen heeft krachtens artikel 7 alleen plaats, wanneer een van de als niet overeen te brengen erkende veroordelingen door een hof van assisen is uitgesproken. In geval van verwijzing naar een hof van assisen wordt een nieuwe akte van beschuldiging opgemaakt.

Het hof van assisen doet uitspraak met bijstand van de jury, niettegenstaande weerspannigheid aan de wet".

VII.

De Raad van State wijst ten slotte op enkele materiële vergissingen. In de Franse tekst van artikel 3, 3°, worden bedoeld de "procureurs généraux près les cours d'appel du Congo belge" en in artikel 10, derde lid, moeten de woorden : "à des ayants droit" klaarblijkelijk vervangen worden door : "à ses ayants droit".

Ten slotte kan in artikel 9, laatste lid, het voegwoord "indien" vóór de woorden "de bevindingen van het onderzoek" vervangen worden door : "en".

La chambre était composée de

Messieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,

L.FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
J.LIMPENS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J.COOLEN, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. J.SAROT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.COOLEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.SAROT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.